

Revue

des
sociétés

DIRECTEUR
Yves Guyon

RÉDACTEUR EN CHEF
Isabelle Urbain-Parléani

DALLOZ

TABLE DES MATIÈRES

Doctrine

- La contribution aux dettes sociales, par Fabien KENDÉRIAN 617
- Réflexions sur la législation sur la négociation des promesses d'actions, par François BARRIÈRE 653
- Le Code de bonne conduite allemand du gouvernement d'entreprise : une introduction, par Marcus LUTTER 667

Jurisprudence commentée

I. Sociétés en général

- Sociétés - nullité - SCI - action en nullité pour perte d'*affectio societatis* - prescription - point de départ, Cass. 1^{re} civ., 20 nov. 2001, note Nadège REBOUL-MAUPIN 683
- Associé - contribution aux pertes - obligation aux dettes sociales - augmentation des engagements - clause de contribution anticipée aux pertes - compte courant d'associé, CA Versailles 1^{re} ch., 1^{re} sect., 10 mai 2001, note Jean-Claude MAY 691
- Gérant de SARL - obligation de loyauté et de fidélité - démission - préavis - constitution d'une société concurrente - concurrence interdite, Cass. com., 12 févr. 2002, note Laurent GODON 702

II. Sociétés unipersonnelles

- Société unipersonnelle - associé unique - personne morale - dissolution de la société unipersonnelle - transmission du patrimoine de la société unipersonnelle à l'associé unique - opposabilité aux créanciers sociaux - conditions - formalités légales de publicité liées à la dissolution - créancier - relevé de forclusion (non), Cass. com., 24 sept. 2002, note Bernard SAINTOURENS 711

III. Sociétés anonymes

- Assemblée générale - nullité - cause - convocation par un conseil d'administration ne siégeant pas régulièrement - nullité facultative (c. com., art. L. 225-104 al. 2), Cass. com., 9 juill. 2002, note Yves GUYON 716
- Société anonyme - actionnaires minoritaires - recherche de preuves relatives aux actes de gestion - demande fondée sur l'article 145 NCPC - recevabilité (oui) - bien-fondé (non) - absence d'imputations précises - coexistence avec l'expertise de gestion (oui), Trib. com. Paris, 27 juin 2002, note Paul LE CANNU 719

IV. Sociétés par actions simplifiées

- Sociétés par actions simplifiées - représentation - représentation à l'égard des tiers - pouvoir du seul président, Cass. com., 2 juill. 2002, note Hervé LE NABASQUE 727

V. Associations

- Association - exclusion d'un membre - droits de la défense - formulation de griefs précis, Cass. 1^{re} civ., 19 mars 2002, note Yves CHARTIER 736

VI. Droit pénal des sociétés

- Société - société anonyme - abus de biens sociaux - prescription - point de départ - anomalie de gestion, Cass. crim., 7 mai 2002, note Bernard BOULOC 739
- Abus de confiance - action publique - prescription - délai - point de départ.
Recel - recel d'abus de confiance - prescription - délai - point de départ - jour de la découverte de l'abus de confiance, Cass. crim., 7 mai 2002, note Bernard BOULOC 741
- Abus de confiance - action publique - extinction - prescription - point de départ, Cass. crim., 23 mai 2002, note Bernard BOULOC 746
- Société - société anonyme - commissaire aux comptes - action civile - recevabilité - faux et usage de faux, Cass. crim., 20 juin 2002, note Bernard BOULOC 749

VII. Redressement judiciaire

- Liquidation judiciaire - prononcé - appel du jugement - titulaires de l'appel limitativement énumérés - exclusion du mandataire liquidateur, Cass. com., 20 mars 2001, note Laurence-Caroline HENRY 754

Sommaires de jurisprudence

par Yves GUYON

- SARL - commissaires aux comptes - désignation à la demande des minoritaires (CA Paris 14^e ch. sec. B, 24 mai 2002) 765
- SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE - dirigeant - personne morale - commerçant étranger (CA Paris 3^e ch. sec. C, 28 juin 2002) 766
- SOCIÉTÉS EN GÉNÉRAL - commissaires aux comptes - honoraires - litige portant sur la mauvaise exécution de la mission - compétence de droit commun (CA Paris 25^e ch. sec B, 24 mai 2002) 766
- SOCIÉTÉS EN GÉNÉRAL - dissolution - publicité au registre du commerce - caractère irréversible (CA Paris 3^e ch. sec. C, 5 juill. 2002) 767
- SOCIÉTÉS EN GÉNÉRAL - dirigeants - interdiction de diriger, administrer ou gérer une société (décret-loi 8 août 1935, art. 6) - condamnation emportant l'interdiction - abus de biens sociaux (non) (CA Paris 3^e ch. sec. C, 13 sept. 2002) 768
- SOCIÉTÉS EN GÉNÉRAL - redressement ou liquidation judiciaire - extension - confusion des patrimoines - notion (CA Paris 3^e ch. sec. C, 13 sept. 2002) 769

Législation et réglementation

I. Lois

- Loi n° 2002-1303 du 29 octobre 2002 modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux 771
- Loi de finances pour 2003 n° 2002-1575 du 30 décembre 2002 774
- Loi de finances rectificative n° 2002-1576 du 30 décembre 2002 783
- Loi n° 2003-7 du 3 janvier 2003 modifiant le livre III du code de commerce 790

II. Décrets

- Décret n° 2002-1439 du 10 décembre 2002 modifiant le décret n° 89-624 du 6 septembre 1989 pris en application de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et portant création de fonds communs de créances 790
- Décret n° 2002-1503 du 23 décembre 2002 modifiant le décret n° 89-623 du 6 septembre 1989 pris en application de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et portant création des fonds communs de créances et l'annexe II au code général des impôts 792

III. Circulaires

- Circulaire du 24 décembre 2002 relative aux subventions de l'État aux associations 800

Bibliographie

- I. Comptes rendus d'ouvrages 813
- II. Bibliographie thématique : l'apport en industrie 817
- III. Actualités bibliographiques 819
- IV. Sélection d'ouvrages récents 826
- V. Thèses de doctorat 827

Informations

- I. Un activisme actionnarial encore fort timide 829
- II. Le développement des OPCVM 829